



Québec, le 13 septembre 2022

Monsieur Michel Nadeau
Directeur artistique
Théâtre La Bordée
administration@labordee.ca

Monsieur,

Pour les droits des femmes du Québec (PDF Québec) a pris connaissance des intentions de manifestations lors de futures représentations de *La paix des femmes* qui prend l'affiche ce soir à La Bordée. Nous avons également lu une critique de la part de la revue *PIVOT* qui demandait à l'autrice de cette pièce une réécriture alors qu'elle est accusée de ne pas soutenir suffisamment la thèse du Comité autonome du travail sexuel (CATS), un groupe de pression qui exige la dépenalisation totale de l'achat de sexe et du proxénétisme au Canada.

C'est à la lecture des intentions de groupes de militantes féministes à l'égard de votre spectacle que nous tenons à appuyer votre travail de diffuseur pour des œuvres qui se penchent sur les enjeux sociaux et féministes actuels et proposent un dialogue entre deux personnages aux opinions opposées. Nous tenons particulièrement à exprimer notre appui à la démarche créatrice de madame Véronique Côté. Une démarche que nous voulons libre de toute pression ou censure militante ou idéologique.

Nous savons que cette pièce est une œuvre d'art et qu'elle ne se voit pas comme le canal officiel d'un groupe de pression. Elle présente le point de vue de la créatrice et n'a pas à recevoir un bulletin ou des points avec la mention « peut faire mieux » de la part de militant·e·s, car une artiste n'a pas à défendre quoi que ce soit d'autre que ses sentiments et ses propres idées. De ce fait, elle n'a pas à répondre aux besoins des lobbys ou des gouvernements. Nous croyons que le temps de la censure de l'époque de *Les Fées ont soif* est terminé. Les militant·e·s ont le droit de critiquer l'œuvre. Toutefois, en aucun cas Madame Côté ne doit se plier à leurs revendications en modifiant son travail de création.

Solidarité avec Véronique Côté et les artistes, travailleuses et travailleurs de La Bordée.

Geneviève Desmeules
Johanne Jutras
Administratrices
Membres du Comité sur la prostitution, la pornographie et les violences sexuelles